

succéder à M. Saint-Cyr. Nous étions bien naïfs ! Il s'agissait seulement, pour le gouvernement, de décider lequel de ses partisans politiques il appellerait à cette position modeste.

S'il était vrai que, dans les sphères officielles, on n'ait pu se faire à l'idée de voir un ecclésiastique travailler de la loupe et du microscope sous les combles de l'Hôtel du Parlement, on pouvait du moins faire choix de l'un de ces quelques laïques, connaisseurs en histoire naturelle, qui se trouvent en divers endroits de la Province. Et il y aurait eu, au Musée, quelqu'un qui fût en état d'apprécier l'inestimable valeur des collections dont on lui aurait confié la conservation, capable de donner les renseignements qu'on lui eût demandés à l'occasion, capable de correspondre avec les savants et les directeurs de musées du pays et de l'étranger.

Malheureusement, le gouvernement n'a voulu voir en cette affaire qu'une question ordinaire de patronage politique ; et, à la direction d'un musée d'histoire naturelle, il a appelé un homme qui, d'après des renseignements que j'ai lieu de croire exacts, n'est pas naturaliste. C'est à peu près comme si l'on nommait bibliothécaire quelqu'un qui ne saurait pas lire ! Je suis bien d'avis qu'il n'y a que dans la province de Québec que des choses aussi curieuses puissent arriver.

Je regrette d'avoir à écrire de la sorte, concernant notre province française, dans cette publication qui estue par la classe savante de divers pays d'Europe et des deux Amériques. Il est trop certain que l'on va bien s'amuser à nos dépens, autant à Paris qu'à Washington et ailleurs, d'une nomination aussi ridicule.

Mais, quoi qu'il en soit, le *Naturaliste canadien*, seul représentant des intérêts scientifiques dans la presse de ce pays, a le devoir de protester contre l'action du gouvernement en cette affaire, et il tient à remplir ce devoir dans toute la mesure de ses moyens.